

**INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS**

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 août 2023)**

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 août 2023)

Aux Membres  
**INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS**  
21 rue d'Assas  
75006 PARIS

Mesdames, Messieurs,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Catholique de Paris relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion


#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

 **TÉL. / 01 42 94 42 42**

 **3 rue d'Héliopolis  
75017 Paris**

 **pkf-arsilon.com**

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes - Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la région Paris Ile-de-France et Société de Commissariat aux Comptes membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris - SAS au capital de 1 901 259 €. Siège social : 47 rue de Liège 75008 Paris. RCS Paris 811 599 406. TVA n° FR 66 811 599 406. Code APE 6920Z.

PKF Arsilon Commissariat aux Comptes est une société membre de PKF International Limited, réseau de sociétés légalement indépendantes, et n'accepte aucune responsabilité ou engagement résultant d'actions ou absence d'actions d'un membre individuel ou d'une société correspondante ou de plusieurs sociétés.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 12 janvier 2024

Le commissaire aux comptes  
PKF Arsilon Commissariat aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Delcourt'.

Laurent Delcourt

# BILAN ACTIF AU 31/08/2023

ACTIF	Exercice 22/23			Exercice 21/22
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 311 995</b>	<b>-4 184 516</b>	<b>3 127 479</b>	<b>3 444 913</b>
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement			0	0
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	6 858 277	-4 184 516	2 673 761	3 124 376
Immobilisations incorporelles en cours	453 718		453 718	320 537
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>92 735 917</b>	<b>-51 674 852</b>	<b>41 061 065</b>	<b>31 333 667</b>
Terrains	296 712		296 712	296 712
Constructions	53 056 387	-32 638 742	20 417 645	21 057 856
Installations techniques, matériel et outillage industriels	28 097 179	-19 036 110	9 061 069	9 184 900
<i>Autres immobilisations</i>				
Immobilisations corporelles en cours	11 285 639		11 285 639	794 198
Avances et acomptes			0	0
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>		0		
<b>Immobilisations financières</b>	<b>15 915 682</b>	<b>0</b>	<b>15 915 682</b>	<b>13 253 196</b>
Participations et Créances rattachées			0	0
Autres titres immobilisés	14 753 101		14 753 101	12 119 604
Autres titres immobilisés sur fonds associatifs et dédiés				
Prêts	1 081 271		1 081 271	1 052 281
Autres	81 311		81 311	81 311
<b>Total I</b>	<b>115 963 594</b>	<b>-55 859 368</b>	<b>60 104 226</b>	<b>48 031 776</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances	19 454 721	-191 235	19 562 828	13 799 846
Créances clients, usagers et comptes rattachés	19 454 721	-191 235	19 263 486	13 431 443
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	299 343		299 343	368 403
<i>Autres créances</i>				
Valeurs mobilières de placement	694 769	-12 016	682 752	3 485 974
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	13 602 983		13 602 983	16 331 375
Charges constatées d'avance	1 016 200		1 016 200	783 814
<b>Total II</b>	<b>35 068 015</b>	<b>-203 252</b>	<b>34 864 764</b>	<b>34 401 008</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>151 031 609</b>	<b>-56 062 619</b>	<b>94 968 990</b>	<b>82 432 784</b>

## BILAN PASSIF AU 31/08/2023

PASSIF	Exercice 22/23	Exercice 21/22
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	21 277 053	21 277 053
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...	21 277 053	21 277 053
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres	4 089 818	4 089 818
Report à nouveau	3 869 593	1 780 659
Excédent ou déficit de l'exercice	2 130 338	2 088 934
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>31 366 802</b>	<b>29 236 464</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	2 855 700	1 164 426
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>34 222 502</b>	<b>30 400 890</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 552 084	2 201 215
<b>Total II</b>	<b>2 552 084</b>	<b>2 201 215</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 632 531	530 910
Provisions pour charges	2 310 014	3 682 152
<b>Total III</b>	<b>3 942 545</b>	<b>4 213 062</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 283 965	14 189 452
Emprunts et dettes financières diverses	81 910	62 124
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	3 595 468	2 237 431
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	5 767 255	4 971 226
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	420 545	164 678
Autres dettes	485 957	566 467
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	31 616 759	23 426 241
<b>Total IV</b>	<b>54 251 859</b>	<b>45 617 618</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>94 968 990</b>	<b>82 432 784</b>

## COMPTÉ DE RESULTAT exercice du 01/09/2022 au 31/08/2023

COMPTÉ DE RESULTAT	Exercice 22/23	Exercice 21/22
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	187 240	201 933
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	35 473 428	32 106 198
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	7 305 470	7 256 092
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	947 242	1 094 040
Mécénats	477 120	140 500
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 674 568	959 478
Utilisations des fonds dédiés	110 231	101 418
Autres produits		
Cotisations	23 999	26 373
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	3 425 609	3 048 504
<b>Total I</b>	<b>49 624 908</b>	<b>44 934 537</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	13 532 488	12 015 637
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	677 838	580 610
Salaires et traitements	19 442 467	17 055 658
Charges sociales	9 389 208	8 272 489
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 118 678	3 401 232
Dotations aux provisions	1 415 007	241 940
Reports en fonds dédiés	445 661	353 453
Autres charges	1 564 256	1 579 472
Aides financières		
Autres charges		
<b>Total II</b>	<b>49 585 602</b>	<b>43 500 490</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>39 306</b>	<b>1 434 046</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	111 510	23 695
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	193 549	0
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
<b>Total III</b>	<b>305 060</b>	<b>23 695</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 696	193 549
Intérêts et charges assimilées	178 739	206 297
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	233 781	
Report en fonds dédiés	15 440	14 919
<b>Total IV</b>	<b>439 656</b>	<b>414 765</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-134 596</b>	<b>-391 071</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-95 290</b>	<b>1 042 975</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	53 109	1 045 081
Sur opérations en capital	4 383 561	46 055
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		0
<b>Total V</b>	<b>4 436 670</b>	<b>1 091 136</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	61 560	9 154
Sur opérations en capital	2 117 567	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		0
<b>Total VI</b>	<b>2 179 127</b>	<b>9 154</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>2 257 543</b>	<b>1 081 982</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	31 915	36 024
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>54 366 637</b>	<b>46 049 367</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>52 236 299</b>	<b>43 960 433</b>
<b>SOLDE INTERMÉDIAIRE</b>		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>2 130 338</b>	<b>2 088 934</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

# ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

## 1- PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION

L'Institut Catholique de Paris (ICP) a été fondé le 11 août 1875, à la suite de la loi du 12 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur. Il est membre de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique (UDESCA) et de la Fédération internationale des Universités catholiques (FIUC).

Les locaux de l'ICP présentent l'originalité et l'attractivité d'être installés en plein cœur de Paris autour de l'ancien Couvent des Carmes fondé au XVII<sup>ème</sup> siècle, dans le 6<sup>ème</sup> arrondissement de Paris.

La gestion de l'ICP est assurée par une association loi 1901 reconnue d'utilité publique. Celle-ci est placée sous l'autorité d'une Assemblée Générale (AG), présidée par l'archevêque de Paris et composée des évêques fondateurs, des membres du Conseil d'Administration (CA) et des membres élus du Bureau du Conseil d'établissement. L'ICP est dirigé par un Recteur, élu par l'AG après consultation du Conseil d'établissement et nommé avec l'approbation du Saint-Siège. Il est assisté d'un ou plusieurs vice-recteurs et s'appuie sur plusieurs instances consultatives statutaires où sont représentés les enseignants, les étudiants et le personnel administratif.

La double nature civile et canonique de l'ICP explique son mode de gouvernement et nourrit sa participation à l'espace européen et international de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'ICP est composé de six facultés, quatre instituts et une unité de recherche accueillant 240 doctorants par an et des colloques internationaux en lien avec ses pôles de recherche.

Chaque année, l'ICP accueille environ 10 000 étudiants dont un tiers sont d'origine étrangère. Il tisse et entretient des liens de qualité avec plus de 160 partenaires dans le monde.

## 2- ÉVÈNEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

L'ICP poursuit son développement en ouvrant un deuxième campus en région, au cœur de Rouen, en septembre 2023.

Cette nouvelle implantation s'inscrit dans le projet de l'ICP de faire rayonner les savoirs et de contribuer à l'attractivité du territoire.

Les travaux de rénovation des locaux ont été réalisés au cours de l'exercice 22/23 afin d'accueillir les étudiants dès septembre 23.



### 3- ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

A la date d'arrêté des comptes 22/23 par le conseil d'administration, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

### 4- RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'ICP pour l'exercice clos le 31 août 2023 ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 30 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les états financiers sont présentés conformément au règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2020-08.

L'application du règlement ANC 2018-06, modifié par le règlement ANC 2020-08, n'a pas généré de changements de méthode comptable au cours de l'exercice.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes

#### 4-1 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN – ACTIF

##### 4-1-1 Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

L'ICP utilise le mode linéaire pour toutes les immobilisations amortissables.

Les principaux taux d'amortissement sont les suivants :

- |                             |                     |
|-----------------------------|---------------------|
| • Licences et logiciels     | 33.33 % ou 100 %    |
| • Progiciels métiers        | 20%,12.5% ou 10%    |
| • Constructions             | 2% ou 3 %           |
| • Travaux                   | 10%, 20% ou 33.33 % |
| • Agencements et Inst.      | 10%,20% ou 33.33 %  |
| • Matériel de transport     | 20 %                |
| • Matériel de bureau        | 20 ou 33.33 %       |
| • Matériel inform et audiov | 20%, 33.33% ou 100% |
| • Mobilier de bureau        | 20 %                |
| • Matériel et outillage     | 33.33 %             |

#### 4-1-2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

La provision pour créances douteuses afférentes aux droits d'inscription est estimée selon la règle statistique suivante :

Etudiants : 50 % pour les créances concernant l'année universitaire 2021/2022,  
100 % pour les créances plus anciennes.

Organismes de formation : 50 % pour les créances 2021, 100 % pour les créances plus anciennes.

La comptabilité auxiliaire client permet un suivi individuel des créances.

### 4-2 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN – PASSIF

#### 4-2-1 Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par des apports des membres ou des affectations de fondateurs, de personnes physiques, de personnes morales, d'autorités administratives et, au fur et à mesure de la vie de l'entité, par les résultats de l'entité.

Ces fonds propres, n'appartenant ni aux membres ni aux fondateurs, permettent d'assurer la pérennité des activités et le développement de nouveaux projets de l'ICP.

Les fonds propres sont considérés comme étant sans droit de reprise dès lors qu'ils correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité, contrairement aux fonds propres avec droit de reprise correspondant à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

#### 4-2-2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont inscrites au passif du bilan. Ces subventions sont rapportées au compte de résultat sur la durée d'amortissement des biens concernés lorsqu'ils sont amortissables.

#### 4-2-3 Fonds reportés et dédiés

Sont constatés en « Fonds Dédiés » les ressources reçues dans le cadre de l'appel à la générosité publique ou par subvention, affectées par des tiers financeurs à des projets définis et qui n'ont pu encore être utilisées conformément à l'engagement pris à leur égard. Il en est de même pour les legs assortis d'une clause d'utilisation.

#### 4-2-4 Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de l'Association à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

#### 4-2-5 Produits constatés d'avance

Les droits d'inscriptions sont rattachés aux périodes universitaires. A la clôture de l'exercice, les droits d'inscriptions facturés se rapportant à l'année universitaire suivante sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Lorsque les subventions de fonctionnement financent des actions qui s'étalent sur plusieurs exercices, elles sont réparties en fonction des périodes ou étapes définies dans les conventions ou, à défaut, prorata temporis. La quote-part des subventions de fonctionnement incombant aux exercices futurs, et correspondant aux subventions perçues d'avance, est inscrite au passif en « Produits constatés d'avance ».

### **4-3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT**

#### 4-3-1 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions du règlement n°2009-01 du CRC. La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance ».

#### 4-3-2 Utilisations des fonds dédiés

Les sommes inscrites sous la rubrique « Fonds dédiés » au bilan sont reprises en produits au compte de résultat au cours des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte « Utilisations des fonds dédiés ».

#### 4-3-3 Évaluation des contributions volontaires en nature

L'ICP ne bénéficie pas de contributions volontaires en nature.

## 5- COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

### 5-1 IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Au cours de l'exercice 2022/2023, les variations des immobilisations se présentent comme suit :

	Début exercice	Acquisitions	Transferts cpté à cpté (+)	Transferts autres comptes (-)	Cessions Ventes / Rebutis	Fin exercice
<b>Immobilisations Incorporelles</b>						
Traitement notices bibliothèque	310 676	0			0	310 676
Brevets, licences, logiciels divers	6 398 351	24 020	282 437	0	157 208	6 547 600
<b>Total ( I )</b>	<b>6 709 028</b>	<b>24 020</b>	<b>282 437</b>	<b>0</b>	<b>157 208</b>	<b>6 858 277</b>
<b>Immobilisations Corporelles</b>						
<b>I - ICP</b>						
Terrains	296 712	0			0	296 712
Constructions	4 052 785	0			0	4 052 785
Travaux sur constructions	38 393 052	0			110 858	38 282 194
Matériel et outillage divers	152 184	6 042			5 329	152 896
Agencements et installations divers (a)	18 777 636	413 075	852 372		126 715	19 916 368
Matériel de transport	12 554	0			0	12 554
Matériel informatique divers	3 935 377	274 920			156 838	4 053 460
Matériel de bureau	54 905	0			0	54 905
Mobilier de bureau	1 881 024	51 155			0	1 932 179
<b>II - LEGS AFFECTES</b>						
Travaux s/constructions legs affectés	10 735 721	0			14 313	10 721 408
Agencements et instal. legs affectés	1 772 981	0			0	1 772 981
Matériel informatique legs affectés	201 837	0			0	201 837
<b>Total ( II )</b>	<b>80 266 768</b>	<b>745 192</b>	<b>852 372</b>	<b>0</b>	<b>414 053</b>	<b>81 450 278</b>
<b>Immobilisations EN COURS</b>						
<b>A - Incorporelles</b>	<b>320 537</b>	<b>415 618</b>	<b>0</b>	<b>282 437</b>	<b>0</b>	<b>453 718</b>
	0				0	0
	0				0	0
PORTAIL	282 437	314 480		282 437		314 480
PHD ENGAGEMENT	38 100	13 980				52 080
REFONTE SITE INTERNET	0	87 158				87 158
<b>B - Corporelles</b>	<b>794 198</b>	<b>11 390 925</b>	<b>0</b>	<b>852 372</b>	<b>0</b>	<b>11 285 639</b>
BAT E SALLE E14	0	118 454		118 454	0	0
SS SOL ABBAYE -BIBLIOTHEQUE		72 121				72 121
SALLE DES ACTES		555 479				555 479
PAVILLON FREVILLE		25 900				25 900
PLANCHER EGLISE		1 800				1 800
CAMPUS ROUEN	279 055	9 742 365				10 021 420
CAMPUS PARIS PHASE 3	153 167	329 787				482 954
VERNON		109 428		109 428		0
CHANTIER BAT I	199 615	48 532		248 147		0
SU/IDSP		52 521		52 521		0
CHANTIER SONNERIE	114 123	18 762		132 885		0
SEMINAIRE APPART 313	12 538	92 001		104 539		0
SEMINAIRE BIBLIOTHEQUE	17 640	39 412		57 052		0
SEMINAIRE CUISINE ENTRESOL		51 340				51 340
COMPLT AMPHI R REMOND CLIM		29 344		29 344		0
TELEPHONIE IP		22 064				22 064
MUSEE BRANLY BIBLE		15 030				15 030
REIMPLANT EBD ABBAYE		66 584		66 584		0
REIMS PHASE 2	18 060	19 470				37 530
<b>Total ( III )</b>	<b>1 114 735</b>	<b>11 806 543</b>	<b>0</b>	<b>1 134 809</b>	<b>0</b>	<b>11 739 356</b>
<b>Total I+ II + III</b>	<b>88 090 531</b>	<b>12 575 755</b>	<b>1 134 809</b>	<b>1 134 809</b>	<b>571 260</b>	<b>100 047 912</b>
<b>Immobilisations financières ( 1 )</b>				0		
Prêts	1 052 281	82 387			53 398	1 081 271
Autres titres immobilisés	12 119 604	4 751 064			2 117 567	14 753 102
Dépôts et cautionnements	81 311	360			360	81 311
Créance immobilisée	0					0
<b>Total ( IV )</b>	<b>13 253 196</b>	<b>4 833 811</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 171 325</b>	<b>15 915 684</b>
<b>Total de l' Actif Immobilisé</b>	<b>101 343 727</b>	<b>17 409 566</b>	<b>1 134 809</b>	<b>1 134 809</b>	<b>2 742 585</b>	<b>115 963 595</b>

Les principales acquisitions sont :

- Développement portail SESAM :	282 437 €
- Aménagements séminaire	104 539 €
- Aménagement bâtiment I	248 147 €
- Aménagement salle E14	118 454 €
- Aménagement Vernon	109 428 €
- Implantation sonnerie des cours	132 885 €
- Autres aménagements	551 993 €
- Matériel informatique et audio/vidéo	274 920 €
- Mobilier	51 155 €

Les travaux en-cours concernent :

- Campus de ROUEN	10 21 420 €
- Aménagement des sous-sol pour les réserves	72 121 €
- Salle des actes	555 479 €
- Campus de Paris : phase 3	482 954 €

Au cours de l'exercice 2022/2023, les variations des amortissements se présentent comme suit :

	Début exercice	Dotations	Transferts cpté à cpté	Cessions Ventes / Rebuts	Fin exercice
<b>Immobilisations Incorporelles</b>					
Traitement notices bibliothèque	310 676				310 676
Brevets, licences, logiciels divers	3 273 975	757 073		157 208	3 873 840
<b>Total ( I )</b>	<b>3 584 651</b>	<b>757 073</b>	<b>0</b>	<b>157 208</b>	<b>4 184 516</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
<b>I - ICP</b>					
Bâtiment 21 rue d'Assas	637 161				637 161
Bâtiment Séminaire des Carmes	40 475				40 475
Bâtiment 22 Cassette	20 311				20 311
Bâtiment 12 Cassette	337 145				337 145
Bâtiment ISEP 21 Assas	152 123				152 123
Bâtiment 37 Vaugirard	30 017				30 017
Bâtiment 3 Abbaye	243 918				243 918
Bâtiment 143 Raspail	2 591 633				2 591 633
Travaux sur constructions	19 535 463	640 211		110 858	20 064 816
Matériel et outillage divers	140 279	5 499		5 329	140 448
Agencements et installations divers	11 948 794	1 039 331		126 715	12 861 410
Matériel de transport	12 554				12 554
Matériel informatique divers	2 678 155	521 119		156 838	3 042 435
Mobilier de bureau	1 069 513	154 159			1 223 672
Matériel de bureau	53 517	1 287			54 804
<b>II - LEGS AFFECTES</b>					
Travaux s/constructions legs affectés <sup>(1)</sup>	8 535 454			14 313	8 521 141
Agencements et instal. legs affectés	1 498 949				1 498 949
Matériel informatique legs affectés	201 837				201 837
<b>Total ( II )</b>	<b>49 727 299</b>	<b>2 361 605</b>	<b>0</b>	<b>414 053</b>	<b>51 674 852</b>
<b>Total des Amortissements I + II</b>	<b>53 311 950</b>	<b>3 118 678</b>	<b>0</b>	<b>571 260</b>	<b>55 859 368</b>

Les principaux taux d'amortissement sont les suivants :

- Licences et logiciels 33.33 % ou 100 %

- Progiciels métiers 20%,12.5% ou 10%
- Constructions 2% ou 3 %
- Travaux 10%, 20% ou 33.33 %
- Agencements et Inst. 10%,20% ou 33.33 %
- Matériel de transport 20 %
- Matériel de bureau 20 ou 33.33 %
- Matériel inform et audiov 20%, 33.33% ou 100%
- Mobilier de bureau 20 %
- Matériel et outillage 33.33 %

## 5-2 CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHÉS

Comptes		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
411100	Fact. diverses	251 103	251 103	
411114	Fact. ISP For. Prof	0	0	
411200	Etudiants Aurion	18 245 949	18 245 949	
411800	Fact. séminaire	16 065	16 065	
416000	Clients douteux	13 614		13614
418...	Factures à établir	927 991	927 991	
		19 454 721	19 441 108	13 614

## 5-3 AUTRES CREANCES

Comptes		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
409...	FOURNISSEURS ACOMPTES	32 695	32 695	0
409800	FRS-AAR	4 300	4 300	
421000	NETS A PAYER SALAIRES	6 240	6 240	
425 010	ACOMPTES SUR SALAIRES	1 249	1 249	
431020	ONS BELGE	460	460	
437900	TICKETS RESTAURANTS	3 174	3 174	
448700	TA A RECEVOIR	56 901	56 901	
461010	SUCCESSIONS DIVERSES	300	300	
461600	LOYERS RETENUS SUR PAIE	1 117	1 117	
463000	BOURSES A ATTRIBUER	99 882	99 882	
463020	BOURSES ANG. ET ECO.	5 608	5 608	
463040	BOURSES A REVERSER	12 824	12 824	
467811	DEBITEURS DIVERS	56 883	56 883	
468700	PROD.A RECEVOIR	1 061	1 061	
468791	SUBVENTIONS A RECEVOIR	0	0	
475 100	LEGS ET DONATIONS	16 650	16 650	
		299 343	299 343	0

#### 5-4 CHARGES CONSTATES D'AVANCE

	Montants 31 août 2022	Montants 31 août 2023
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>783 814</b>	<b>1 016 200</b>
Autres achats et charges externes	728 120	944 188
Impôts, taxes et versements assimilés	55 694	72 013
Charges de personnel		
Autres charges de gestion courante	0	
<b>Charges financières</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>783 814</b>	<b>1 016 200</b>
Locations diverses	1 317	9 350
Locations immobilières et chg.locatives	119 025	116 245
Contrat de maintenance	420 473	535 586
Cotisations	4 686	3 081
assurances	79 482	94 425
Abonnements internet et autres	55 788	80 257
Insertion et salons	22 212	17 678
Séminaire		
Impression externes		
Divers	80 830	159 577
	<b>783 813</b>	<b>1 016 200</b>

#### 5-5 PRODUITS A RECEVOIR

	Montants 31 août 2022	Montants 31 août 2023
Etudiants et comptes rattachés	1 001 844	927 991
Fournisseurs, avoir à recevoir		4 300
Autres créances (taxe apprentissage à recevoir)	0	56 901
Intérêts à recevoir	3 115	88 663
	<b>1 004 959</b>	<b>1 077 855</b>

## 5-6 FONDS PROPRES

### • Tableau de variation des fonds propres

Variation des fonds propres	Montant global au 31/08/2022	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation	Montant global au 31/08/2023
	MONTANT	MONTANT	Dont générosité du public	MONTANT	Dont générosité du public		
Fonds propres sans droit de reprise	21 277 053						21 277 053
Fonds propres avec droit de reprise	0						0
Ecart de réévaluation	0						0
Réserves	4 089 818						4 089 818
Report à nouveau	1 780 659	2 088 934					3 869 593
Excédent ou déficit de l'exercice	2 088 934	-2 088 934		2 130 338			2 130 338
<b>Situation nette</b>	<b>29 236 464</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 130 338</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 366 802</b>
Fonds propres consommables	0						0
Subventions d'investissement	1 164 426			1 775 000		83 726	2 855 700
Provisions réglementées	0						0
<b>TOTAL</b>	<b>30 400 890</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3 905 338</b>	<b>0</b>	<b>83 726</b>	<b>34 222 502</b>

### • Détail des fonds associatifs sans droit de reprise

	Montants 31 août 2022	Montants 31 août 2023
Fonds Associatifs acquis	2 185 135	2 185 135
Legs attribués au financement d'immobilisations	9 449 137	9 449 137
Subventions d'investissement non amortissables	248 202	248 202
<b>TOTAL</b>	<b>11 882 474</b>	<b>11 882 474</b>

### • Affectation du résultat de l'exercice

L'excédent de l'exercice, de 2 130 338 €, définitivement acquis au 31 août 2023 sera affecté après approbation, de la manière suivante :

Report à nouveau créditeur : 2 130 338 €



• **Tableau de variation des fonds dédiés**

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
<b>Subventions d'exploitation</b>							
Erasmus	140 143		2 453			137 690	
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	0					0	
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	0					0	
Fonds solidarité IER	13 606					13 606	
Fonds solidarité cycle C theologicum	4 973		2 500			2 473	
Fonds SELAM	0	20 903				20 903	
MAFA	28 600	1 500				30 100	
Fonds solidarité - bourses	700		700			0	
Interculturalité	112 291					112 291	
Formation des prêtres étrangers	141 755	6 648				148 403	
Vie étudiante	216 560	18 378				234 938	
Patrimoine immobilier et fonds doc	592 548	44 957				637 505	
Fonds soutien église	149 988	3 886				153 874	
Recherche	12 078		12 078			0	
Chaire numérique	148 353		26 000			122 353	
Chaire bien commun	364 735	101 000				465 735	
Histoire des missions	46 400	38 101				84 501	
Chemins de l'excellence		36 710				36 710	
Enseignement	161 985	26 018				188 003	
CAMPUS ROUEN		163 000				163 000	
CAMPUS REIMS	66 500		66 500			0	
<b>TOTAL</b>	<b>2 201 215</b>	<b>461 101</b>	<b>110 231</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 552 085</b>	

## 5-7 PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

### 5-7-1 Provisions pour charges

Provisions pour charges	Début			Fin
	exercice	Dotations	Reprises	exercice
Provision pour engagement de retraite	2 945 884		895 599	2 050 285
Provision mise en conformité accessibilité et sécurité	736 267		476 539	259 728
				0
	<b>3 682 151</b>	<b>0</b>	<b>1 372 138</b>	<b>2 310 013</b>

#### Engagement de retraite

Suite à la mise en place au 1er avril 2022 de la Convention Collective de l'Enseignement Privé Indépendant

(Brochure JO n°3351) dont les droits en cas de départ en retraite sont les suivants :

- A partir de 2 ans d'ancienneté : 0,50 mois de salaire
- A partir de 5 ans d'ancienneté : 1,00 mois de salaire
- A partir de 10 ans d'ancienneté : 1,50 mois de salaire
- A partir de 20 ans d'ancienneté : 2,00 mois de salaire
- A partir de 25 ans d'ancienneté : 3,00 mois de salaire

Il a été convenu dans le cadre de l'article 7 de l'accord d'entreprise du 28 août 2023 les dispositions suivantes :

Tout salarié ayant atteint 10 ans d'ancienneté et plus à la date de signature de l'accord d'entreprise se voit

garanti le droit à une indemnité de départ en retraite du montant acquis au 31 août 2023 selon la CCN des universités et instituts catholiques de France si celle-ci est plus

favorable que l'indemnité prévue par la CCN de l'Enseignement Privé Indépendant.

Pour tous les autres salariés le barème de la CCN de l'Enseignement Privé Indépendant s'applique.

L'indemnité de départ en retraite est calculée sur la base de la rémunération moyenne que l'intéressé a ou

aurait perçue au cours des douze derniers mois d'activité. Dans le cas d'un départ en retraite sur l'initiative du

salarié, l'indemnité est soumise au paiement de charges sociales.

Ce régime n'est pas financé par un contrat d'assurance.

Le calcul de la provision pour engagements de retraite est déterminé selon la méthode ci-après :

- ♦ Calcul du nombre de mois acquis par les salariés à la date de clôture de l'exercice.
- ♦ Evaluation de ces droits acquis en fonction du salaire estimé en fin de carrière.

- ♦ Actualisation de l'indemnité de départ calculée à un taux de 3.65 %.
- ♦ Taux de progression des salaires :
  - Ancienneté <= 18 ans 3.00 %
  - Ancienneté > 18 ans 2.00 %
- ♦ Application de la Table de mortalité INSEE TD/TV 2017-2019
- ♦ Mobilité annuelle :
  - 16 – 34 ans 16.74 %
  - 35 – 39 ans 6.25 %
  - 40 - 44 ans 6.25 %
  - 45 – 49 ans 3.86 %
  - 50 – 54 ans 3.47 %
  - 55 – 59 ans 2.05 %
  - + 60 ans 0 %
- ♦ Application d'un taux de charges sociales de 52% (moyenne constatée sur les salaires des Administratifs et des Enseignants).
- ♦ Personnel Administratif, Enseignants Permanents et Chargés d'Enseignement actifs au 31/08/2023.
- ♦ Age de départ à la retraite fixé à 65 ans pour l'ensemble du personnel

La méthode actuarielle utilisée est la « méthode des Unités de Crédit Projetées ». Afin de prendre en compte les effets de seuil liés à l'augmentation des droits par palier en fonction de l'ancienneté, il a été procédé à une affectation linéaire des droits sur la durée de vie active du salarié.

Pour chaque participant en activité est estimée la prestation susceptible de lui être versée d'après les règles de la convention collective, à partir de ses données personnelles projetées jusqu'à l'âge normal de versement de la prestation. Les engagements totaux de la société envers ce participant (Valeur Actuarielle Totale des Prestations Futures) sont alors calculés en multipliant la prestation estimée par un facteur actuariel, tenant compte :

De la probabilité de survie dans l'entreprise du participant jusqu'à l'âge du versement de la prestation (décès ou départ de la société),

De l'actualisation de la prestation à la date de l'évaluation.

Ces engagements totaux sont ensuite répartis sur chacun des exercices, passés et futurs, ayant entraîné une attribution de droits auprès du régime pour le participant :

La part des engagements affectée aux exercices antérieurs à la date d'évaluation (Valeur des Engagements ou « Defined Benefit Obligation ») correspond aux engagements de la société pour services « rendus ». La dette actuarielle correspond au montant des engagements qui doit être provisionné dans les comptes.

La part des engagements affectée à l'exercice qui suit la date de l'évaluation (Coût des services). Elle correspond à l'accroissement probable des engagements du fait de l'année de service supplémentaire qu'aura effectuée le participant à la fin de cet exercice

Les résultats individuels de l'évaluation sont ensuite cumulés pour obtenir les résultats globaux au niveau de la société.

### Mise en conformité, accessibilité et sécurité

La provision pour mise en conformité accessibilité et sécurité du site a été réactualisée en fonction des travaux réalisés au cours de l'exercice et de l'évolution du plan immobilier et travaux de l'institution.

#### 5-7-2 Provisions pour risques

<b>Provisions pour risques</b>	<b>Début exercice</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Fin exercice</b>
Litiges prud'homaux et autres	530 910	1 301 649	200 027	1 632 531
	<b>530 910</b>	<b>1 301 649</b>	<b>200 027</b>	<b>1 632 531</b>

### 5-8 Dettes

#### 5-8-1 DETTES FINANCIÈRES

Les dettes financières se décomposent de la façon suivante au 31 août 2023 :

	<b>Montants</b>	<b>Montants</b>
	<b>31-août-22</b>	<b>31-août-23</b>
Dépôts reçus sur loyers	62 124	41 634
Autres dettes	23 350	13 650
<b>Total ( I )</b>	<b>85 474</b>	<b>55 284</b>
Intérêts courus à payer	0	0
Comptes bancaires créditeurs	0	0
<b>Total ( II )</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Emprunt CIC 5 000KE	308 619	0
Emprunt CIC 15 000KE	9 556 516	8 419 626
Emprunt CIC 5 000KE	4 287 587	3 852 674
Intérêts courus sur emprunt	13 380	11 664
<b>Total ( III )</b>	<b>14 166 102</b>	<b>12 283 965</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>14 251 576</b>	<b>12 339 249</b>

## 5-8-2 ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLOTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
<b>ETAT DES DETTES</b>			
<b>Dettes financières</b>			
Emprunts & dettes des Etablissements de Crédit	12 283 965	1 593 509	10 690 456
Emprunts et dettes financières divers	81 910	40 276	41 634
<b>Total ( I )</b>	<b>12 365 875</b>	<b>1 633 785</b>	<b>10 732 091</b>
<b>Dettes diverses</b>			
Dettes fournisseurs	3 595 468	3 595 468	0
Dettes fiscales et sociales	5 767 255	5 767 255	0
Dettes fournisseurs s/ immobilisations	420 545	420 545	0
Autres dettes	485 957	485 957	0
<b>Total ( II )</b>	<b>10 269 225</b>	<b>10 269 225</b>	<b>0</b>
Produits constatés d' avance	31 616 759	31 616 759	0
<b>Total général</b>	<b>54 251 859</b>	<b>43 519 768</b>	<b>10 732 091</b>

## 5-8-3 CHARGES À PAYER

Les charges à payer se décomposent comme suit :

	Montants 31 août 2022	Montants 31 août 2023
<b>Emprunts et dettes financières</b>	13 380	11 664
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	782 010	904 945
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	3 442 033	3 746 692
<b>Autres dettes</b>		
	<b>4 237 423</b>	<b>4 663 301</b>

#### 5-8-4 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montants 31 août 2022	Montants 31 août 2023
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>23 426 241</b>	<b>31 616 759</b>
Droits d'inscriptions	21 211 636	29 402 159
Subventions d'exploitation	2 214 605	2 214 600
Autres produits		
<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>23 426 241</b>	<b>31 616 759</b>

### 6- .COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RÉSULTAT

#### 6-1 VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Montants 31 août 2023	%	Montants 31 août 2022	%	Montants 31 août 2021	%
Inscriptions	35 473 428	71%	32 106 198	71%	29 433 154	69%
Cotisations Diocèses / Ecoles	211 239	0%	228 306	0%	194 978	0%
Souscriptions et Dons	1 424 362	3%	1 234 540	3%	1 174 149	3%
Subventions	7 305 470	15%	7 256 092	15%	7 200 896	17%
Autres produits	5 210 408	10%	4 109 400	10%	4 430 879	10%
	<b>49 624 908</b>	<b>100%</b>	<b>44 934 536</b>	<b>100%</b>	<b>42 434 056</b>	<b>100%</b>

## 6-2 VENTILATION DES CHARGES D'EXPLOITATION

Nature des charges	2022/2023	2021/2022
Fournitures consommables (non stockées)	1 400 596	1 367 718
Charges externes	12 131 892	10 647 920
Impôts et Taxes	677 838	580 610
Salaires et traitements	19 442 467	17 055 658
Charges sociales	9 389 208	8 272 489
Dotations aux amortissements	3 118 678	3 401 232
Dotations aux provisions	1 415 007	241 940
Autres charges de gestion courante	1 564 256	1 579 472
<b>S/Total charges d'exploitATION</b>	<b>49 139 941</b>	<b>43 147 038</b>
Reports en fonds dédiés	445 661	353 453
<b>S/Total charges d'exploitATION</b>	<b>49 585 602</b>	<b>43 500 491</b>

## 6-3 RESULTAT FINANCIER

RESULTAT FINANCIER	2022/2023	2021/2022
<b>Produits financiers</b>	<b>305 060</b>	<b>23 695</b>
Dividendes et intérêts perçus	111 510	23 695
Plus values sur cessions de portefeuille	0	
Reprise de provisions	193 549	
<b>Charges financières</b>	<b>439 656</b>	<b>414 765</b>
Intérêts bancaires et intérêts des emprunts	178 739	206 297
Charges nettes sur cession de portefeuille	233 781	
Dotations aux provisions	11 696	193 549
Report en fonds dédiés	15 440	14 919
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-134 596</b>	<b>-391 071</b>

## 6-4 RESULTAT EXCEPTIONNEL

RESULTAT EXCEPTIONNEL	2022/2023	2021/2022
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>4 436 670</b>	<b>1 091 136</b>
Produits exceptionnels divers	53 109	8 151
Dédits & pénalités sur inscriptions étudiants		
Produits s/cession immobilisation	4 299 835	
Produits exceptionnels sur legs		1 012 357
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs		24 573
Quote-part subventions invest virées au cpte de résultat	83 726	46 055
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>2 179 127</b>	<b>9 154</b>
Régularisation soldes comptes étudiants		
Autres charges de gestion	61 560	9 154
Valeurs comptables des actifs cédés	2 117 567	
Charges sur exercices antérieurs		
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>2 257 543</b>	<b>1 081 982</b>

## 7- AUTRES INFORMATIONS

### 7-1 VENTILATION DE L'EFFECTIF SALARIÉ

EFFECTIFS AU 31/08	2022/2023	2021/2022
	etp	etp
Enseignants	132	119
Administratifs	247	224
<b>Total salariés permanents</b>	<b>379</b>	<b>343</b>
	Physique	Physique
<b>Chargés d'enseignement</b>	11	40

### 7-2 RÉMUNÉRATIONS VERSÉES AUX ORGANES DE DIRECTION

Le Président ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent pas de rémunération.  
Le montant global des rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants s'élève à 327 486 €.

### 7-3 ENGAGEMENTS HORS BILAN

#### Engagements donnés :

Différents contrats de **location** sont en cours (principalement sur matériels de reprographie et informatique), les échéances de loyer à venir s'élèvent au global

**172 458 €**

à un an au plus :		59 704
à plus d'un an et 5 ans au plus :		112 754



	TOTAL	172 458
--	-------	---------

Engagements bancaires auprès du CIC suite à la souscription des emprunts  
(promesses d'hypothèques)

**20 000 000 €**

<b>Evaluation Médailles du travail</b>		<b>59 787 €</b>
--	--	-----------------

L'ICP verse des gratifications lors de l'octroi d'une médaille d'honneur du travail dans les conditions ci-dessous :

Durée	Gratifications
20 ans de travail	160 €
30 ans de travail	200 €
35 ans de travail	300 €
40 ans de travail	350 €

#### **7-4 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le montant total des honoraires de commissariat aux comptes inscrit en compte de résultat sur l'exercice clos le 31 août 2023 s'élève à 59 034 €

#### **7-5 7-5 INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES CONTEPARTIES**

L'ICP n'a pas conclu de conventions avec les contreparties dans des conditions anormales, telles que prévues par l'article 431-12 du règlement ANC 2018-06.

### **8- INFORMATIONS SPECIFIQUES LIEES A L'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC**

#### **8-1 NOUVELLES DISPOSITIONS**

L'association faisant appel à la générosité du public devait auparavant inclure dans l'annexe un compte d'emploi annuel des ressources (CER) collectées auprès du public, qui précise notamment l'affectation des dons par type de dépenses.

Selon le nouveau règlement ANC 2018-06, l'annexe des comptes annuels de l'association doit dorénavant comporter entre autres les états suivants (PCG art. 432-1) :

- un compte de résultat par origine (produits) et destination (charges) sous l'appellation « CROD » ;
- de manière facultative une réconciliation entre les charges du compte de résultat (CR) et le compte de résultat par origine et destination (CROD), ainsi qu'entre les contributions volontaires en nature du compte de résultat et du compte de résultat par origine et destination ;
- un compte d'emploi des ressources (CER) orienté uniquement sur les collectes auprès du public.

## 8-2 COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)

Le compte de résultat par origine et destination (CROD) arrêté au 31 août 2023 est établi en application du nouveau règlement ANC n°2018-06 du 30 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION				
A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE 2022/2023		EXERCICE 2021/2022	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
<b>PRODUITS PAR ORIGINE</b>				
<b>1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	1 787 226	1 787 225	2 651 462	2 651 462
1.1 Cotisations sans contrepartie	187 240	187 240	201 933	201 933
1.2 Dons, legs et mécénat				
- Dons manuels	947 242	947 241	1 094 040	1 094 040
- Legs, donations et assurances-vie	0		1 012 357	1 012 357
- Mécénat	477 120	477 120	140 500	140 500
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	175 624	175 624	202 632	202 632
<b>2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	41 477 175	0	35 207 630	0
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie				
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	41 477 175		35 207 630	
<b>3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	7 199 870		7 129 378	
<b>4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	1 674 568		959 478	
<b>5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	110 231	110 231	101 418	101 418
<b>TOTAL</b>	52 249 070	1 897 456	46 049 366	2 752 881
<b>CHARGES PAR DESTINATION</b>				
<b>1 - MISSIONS SOCIALES</b>	26 425 405	942 335	21 292 108	1 964 927
1.1 Réalisées en France	26 425 405	942 335	21 292 108	1 964 927
- Actions réalisées par l'organisme	26 425 405	942 335	21 292 108	1 964 927
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
<b>2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	342 499	342 499	314 621	314 621
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	342 499	342 499	314 621	314 621
2.2 Frais de recherche d'autres ressources				
<b>3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	21 431 110	151 522	21 513 819	104 961
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	1 426 703		435 490	
<b>5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES</b>	31 915		36 024	
<b>6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	461 101	461 101	368 371	368 371
<b>TOTAL</b>	50 118 732	1 897 457	43 960 433	2 752 881
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	2 130 338	0	2 088 933	0

Le CROD comporte deux colonnes avec comparatif l'exercice antérieur en conformité avec le nouveau règlement ANC 2018-06. La première colonne intègre des charges et produits du compte de résultat selon des modalités analytiques qui lui sont propres. La deuxième colonne reprend la part liée à la générosité du public de ces mêmes produits et charges.

La première partie du tableau correspond aux produits par origine et la seconde aux charges par destination.

La comptabilité analytique permet une ventilation des dépenses par facultés-instituts et services supports.. Le plan analytique est construit à partir des codes affectés à chaque dépenses. A partir de la balance analytique, les charges sont affectées à une rubrique du CROD selon les règles d'affectation suivantes :

- **Coûts des facultés et instituts** : affectés à 100% à la rubrique missions sociales du CROD. Ces coûts disparaîtraient si la mission n'était plus réalisée .
- **Coûts des services supports** : affectés à 100 % à la rubrique fonctionnement.

## 8-2 COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES

Le compte d'emploi annuel des ressources (CER) arrêté au 31 août 2023 est établi en application du nouveau règlement ANC n°2018-06 du 30 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

EMPLOIS PAR DESTINATION	2022/2023	2021/2022	RESSOURCES PAR ORIGINE	2022/2023	2021/2022
<b>EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>			<b>RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>		
<b>1 – MISSIONS SOCIALES</b>	<b>942 335</b>	<b>1 964 927</b>	<b>1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC</b>	<b>1 787 225</b>	<b>2 651 462</b>
1.1 Réalisées en France	942 335	1 964 927	1.1 Cotisations sans contrepartie	187 240	201 933
- Actions réalisées par l'organisme	942 335	1 964 927	1.2 Dons, legs et mécénats		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France			- Dons manuels	947 241	1 094 040
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie	0	1 012 357
- Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	477 120	140 500
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	175 624	202 632
<b>2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS</b>	<b>342 499</b>	<b>314 621</b>			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	342 499	314 621			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
<b>3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>151 522</b>	<b>104 961</b>			
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>1 436 356</b>	<b>2 384 509</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 787 225</b>	<b>2 651 462</b>
<b>4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>	<b>0</b>		<b>2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS</b>		
<b>5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE</b>	<b>461 101</b>	<b>368 371</b>	<b>3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS</b>	<b>110 231</b>	<b>101 418</b>
<b>EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>	<b>0</b>		<b>DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>1 897 457</b>	<b>2 752 880</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1 897 457</b>	<b>2 752 880</b>
			<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>		
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			<b>RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)</b>	<b>0</b>	